

Pays: Allemagne

Commission: Conseil de l'UE sur la jeunesse

Problématique: “ Comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en incitant à la fois la mobilité, l'innovation et l'inclusion sociale ? “

Située au cœur de l'Europe et moteur économique majeur de l'Union européenne, l'Allemagne accorde une importance centrale à l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Dirigée par le chancelier Friedrich Merz depuis le 6 mai 2025, et comptant plus de 84 millions d'habitants, l'Allemagne considère la formation, l'innovation et l'emploi des jeunes comme des priorités stratégiques pour l'avenir de l'Europe.

L'Union européenne est confrontée à plusieurs défis majeurs concernant l'emploi des jeunes. En 2024-2025, le taux de chômage des jeunes dans l'Union européenne se situe autour de 14 à 15 %, avec de fortes disparités entre les États membres. Certains pays comme l'Espagne ou la Grèce connaissent des taux dépassant 25 %, tandis que l'Allemagne maintient un taux relativement bas d'environ 5 %, en grande partie grâce à son système de formation professionnelle. Par ailleurs, l'Europe fait face à une fuite des talents, de nombreux jeunes qualifiés quittant certaines régions pour chercher de meilleures opportunités économiques dans d'autres États membres.

Dans ce contexte, l'Allemagne estime qu'une action européenne coordonnée est essentielle afin de favoriser l'intégration durable des jeunes dans le marché du travail. La mobilité professionnelle et éducative constitue un levier important. L'Allemagne soutient notamment les programmes européens tels que Erasmus+ et Erasmus Pro, qui permettent aux jeunes d'effectuer des formations professionnelles ou des stages dans d'autres pays européens. Ces initiatives favorisent l'acquisition de compétences linguistiques, culturelles et professionnelles, tout en renforçant la cohésion entre les États membres.

Par ailleurs, l'Allemagne soutient activement les instruments européens visant à améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Le Fonds social européen Plus (FSE+), mis en place pour la période 2021–2027, finance de nombreux projets de formation et d'inclusion sociale. De même, la Garantie européenne pour la jeunesse, adoptée en 2013 et renforcée en 2020, vise à garantir à tous les jeunes de moins de 30 ans une offre d'emploi, de formation ou de stage dans les quatre mois suivant la fin de leurs études ou la perte d'un emploi.

Au niveau national, l'Allemagne dispose d'un modèle particulièrement reconnu : le système de formation professionnelle duale, qui combine formation théorique et apprentissage en entreprise. Ce système permet à une grande partie des jeunes d'acquérir une expérience professionnelle concrète avant même la fin de leurs études, contribuant ainsi à réduire le chômage des jeunes. L'Allemagne encourage également le développement de compétences dans les secteurs d'avenir, notamment les technologies numériques, l'intelligence artificielle et les industries liées à la transition écologique.

Dans cette perspective, l'Allemagne propose plusieurs orientations concrètes au niveau européen. Tout d'abord, elle soutient le renforcement des programmes de mobilité et de formation professionnelle, notamment par l'extension d'Erasmus Pro et l'amélioration de la reconnaissance des diplômes et qualifications professionnelles entre les États membres. Ensuite, l'Allemagne encourage des investissements européens dans les secteurs innovants et durables, en lien avec les objectifs du Pacte vert européen, afin de créer de nouveaux

emplois pour les jeunes générations. Enfin, elle soutient le développement de politiques d'inclusion sociale visant à garantir un accès équitable à l'éducation, à la formation et à l'emploi pour tous les jeunes, indépendamment de leur origine sociale ou territoriale.

L'Allemagne souhaite également renforcer la coopération entre États membres afin de partager les bonnes pratiques. Elle se montre particulièrement ouverte à des partenariats avec des pays comme la France, les Pays-Bas ou les pays nordiques, qui disposent également de politiques actives en matière d'emploi et de formation des jeunes. Dans le même temps, elle soutient les initiatives visant à accompagner les États membres du sud de l'Europe, où le chômage des jeunes reste particulièrement élevé.

En conclusion, l'Allemagne considère que l'intégration des jeunes sur le marché du travail constitue un enjeu fondamental pour la compétitivité, la cohésion sociale et la stabilité économique de l'Union européenne. Elle défend une approche stratégique combinant mobilité, innovation et inclusion sociale, tout en respectant le rôle central des États membres dans la mise en œuvre des politiques sociales. Par son engagement européen et son expérience en matière de formation professionnelle, l'Allemagne souhaite contribuer activement à la construction de solutions communes permettant d'offrir aux jeunes Européens des perspectives d'emploi durables et équitables.